

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 31/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VAL NANTAIS TERRENA

14 route Félix Praud - BP 18
44 450 Saint-Julien-de-Concelles

Références : N4-2024-0109

Code AIOT : 0006302096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement VAL NANTAIS TERRENA implanté 14 rue Félix Praud - BP 18 44450 Saint-Julien-de-Concelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL NANTAIS TERRENA
- 14 rue Félix Praud - BP 18 44450 Saint-Julien-de-Concelles
- Code AIOT : 0006302096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site « Val Nantais » de la société TERRENA, situé sur la commune de Saint-Julien-de-Concelles, exploite une installation de collecte, conditionnement, transformation et commercialisation de légumes frais issus des productions maraîchères. Il est dimensionné pour une capacité maximale de production de 10 000 t/an de produits finis. La coopérative agricole SCA TERRENA - VAL NANTAIS regroupe, conditionne et commercialise la production d'une quarantaine d'exploitations. En 2009, les producteurs de la coopérative ont construit un unique outil commun de lavage et conditionnement pour les salades de 4^{ème} gamme avec une installation de traitement des effluents. Fin 2010, une activité de lavage et de pelage de betteraves a été mise en place au sein de l'atelier 4^{ème} gamme. Cette activité a été arrêtée en mars 2022.

Par ailleurs, l'activité 1^{ère} gamme du site (exercée dans les bâtiments dits de "Val Nantais") a cessé en 2022.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 27 mars 2009 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 3 octobre 2011, 22 août 2012 et 3 mars 2021, ainsi que par donner acte du 12 juillet 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets des eaux industrielles traitées
- Cessation d'activité
- Activité nouvelle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

a) Constats hors point de contrôle

Au cours de la visite de terrain, il est constaté des stockages de sacs d'engrais contenant possiblement du nitrate d'ammonium (engrais ammonitrates) disposés à plusieurs endroits du site, en extérieur de la zone des bâtiments de "Val nantais" et en extérieur et intérieur des bâtiments dédiés aux activités du magasin de CECOVAL (distributeur des fournitures et services aux maraîchers et arboriculteurs) (Cf. Planche photographique). À ce jour, la situation administrative du site actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2021 fait état d'un classement à déclaration au titre de la rubrique 2171 de la nomenclature des installations classées.

Aucun classement du site au titre de la rubrique 4702 (Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.) n'est à ce jour déclaré.

=> Sous un mois, il est demandé à l'exploitant de fournir un inventaire des matières dangereuses présentes sur le site.

b) Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite visite du 04/01/2023 – Solution de traitement des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Cessation partielle d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/03/2009, article 1.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Modification d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/03/2009, article 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite visite du 04/01/2023 – Respect des valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, articles 5-1 et 5.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière globale, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter les dispositions réglementaires applicables sur son site et notamment celles prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Si des modifications ont été apportées aux installations ou à l'activité, il doit en informer le Préfet. C'est le cas en ce qui concerne la cessation partielle d'activité du site qui a eu lieu en 2022, ainsi que l'exercice de la nouvelle activité de stockage liée à l'hébergement de l'entreprise "Stock Log 44"

sur le site. La régularisation de ces situations est à réaliser expressément.

Selon les éléments apportés par l'exploitant lors de la visite, les travaux de déplacement du point de rejet des eaux industrielles traitées du site en Loire devraient être réceptionnés en février 2025. Des justificatifs probants de l'avancement du projet, ainsi que le dossier de porter à connaissance complet (incluant les études AVP / projet), sont attendus sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suite visite du 04/01/2023 – Respect des valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, articles 5-1 et 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE - rejet aqueux
Prescription contrôlée : Art. 5.1 : Respect des VLE en macro et micro éléments énoncées aux deux tableaux de l'article. Art. 5.2.2 : Entre la date de signature du présent arrêté et la mise en service de la solution de traitement retenue en application des dispositions de l'article 5.2.1 sus-mentionnée, l'exploitant met en place des mesures transitoires permettant à minima le respect de l'article 5.1 du présent arrêté notamment les valeurs limites de rejets de macro-polluants qui y sont énoncées. L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois après signature du présent arrêté, le récapitulatif des mesures transitoires prises et le bilan de ces mesures.
Constats : <i>Constats de la visite précédente : l'exploitant est tenu :</i> <i>=> sous 1 mois de procéder à l'enregistrement des résultats de l'autosurveillance sous GIDAF pour les mois de novembre et décembre 2022 ;</i> <i>=> de réaliser en 2023 l'ensemble du programme de surveillance des micropolluants, acté à l'article 5.1 de l'APC du 3 mars 2021, en respectant les périodicités de mesures associées. Un justificatif de commande des analyses en lien avec ce programme de surveillance est attendu sous 1 mois. L'ensemble des résultats de ces analyses est à saisir sous GIDAF, au fil de la réalisation des mesures.</i> Pour la présente inspection, la consultation des enregistrements dans GIDAF depuis la dernière inspection de janvier 2023 permet de constater ce qui suit : – Novembre 2022 à décembre 2023 : aucun dépassement en macro-éléments, légers dépassements en volume d'effluents rejetés en décembre 2022 et février 2023 (respectivement 955 et 974 m³/j pour 953 m³/j autorisés) ; – AOX (trimestrielle) : dépassement en novembre 2022, puis 3 mesures en mars, mai et juillet 2023 sans dépassement après mesure corrective. Nouveau dépassement en octobre 2023 (1,7 pour 1 mg/l) : d'après l'exploitant, beaucoup d'alertes bactériologiques ont conduit à augmenter la concentration en chlore pour la désinfection des salades : mesure corrective : Taux de chlore de désinfection de la salade diminué de moitié depuis mi-novembre 2023 ; – CHCL3 (Code Sandre 1135 : trimestrielle) : dépassement en novembre 2022, puis 4 mesures en mars, mai, juillet et octobre 2023 sans dépassement et après mesure corrective. <i>=> Les efforts réalisés sur le site pour la maîtrise des rejets industriels aqueux permettent à ce jour et globalement de respecter les valeurs limites d'émission actées à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2021. L'exploitant doit poursuivre les efforts consentis, notamment en stabilisant et pérennisant le niveau de traitement de ces effluents industriels.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Suite visite du 04/01/2023 – Solution de traitement des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, PAC solution de traitement des rejets envisagée

Prescription contrôlée :

Dans un délai maximal de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant est tenu de déposer auprès de la préfecture de la Loire-Atlantique avec copie à l'inspection installations classées pour la protection de l'environnement, un dossier de porter à connaissance de la solution retenue concernant le traitement de ses rejets industriels pour leur mise en conformité réglementaire vis-à-vis des arrêtés ministériels et préfectoraux régissant le site. Ce dossier doit comporter :

- une étude technique présentant la description, les caractéristiques et le coût de la solution de traitement envisagée et justifiant la possibilité de l'atteinte des valeurs limites réglementaires concernées, voire d'aller en deçà de ces valeurs ;
- les performances épuratoires attendues (rendement, % abattement, flux et concentration du rejet résiduaire suite au traitement pour a minima les macro-polluants indiqués à l'article 5.1 du présent arrêté) ;
- un engagement ferme à la réalisation des travaux inhérents à la remise à niveau du dispositif de traitement des eaux résiduaires du site en vue de respecter les exigences à l'article 5.2.2 du présent arrêté ;
- hors période d'étiage (juin à septembre), si l'exploitant veut obtenir des valeurs limites de rejets moins contraignantes que celles fixées à l'article 5.2.2.1, il démontre que les flux proposés ne remettent pas en cause l'acceptabilité du milieu récepteur ;
- un planning de réalisation de ces travaux ;
- un plan des réseaux du site mis à jour après prise en compte des travaux attendus concernant la remise à niveau du dispositif de traitement des eaux résiduaires du site ;
- en cas de déplacement d'impact, si une solution de rejet dans un milieu naturel autre que la masse d'eau actuellement concernée est retenue :
 - une étude de compatibilité du rejet avec le milieu naturel récepteur déterminant les valeurs maximales en concentration et en flux acceptable par le milieu pour a minima les macro- indiqués à l'article 5.1 du présent arrêté ;
 - le positionnement de l'exploitant sur les valeurs limites maximales de rejet résiduaire à respecter conformément à la réglementation en vigueur (notamment les plus contraignantes des valeurs limites maximales déterminées soit dans l'étude d'acceptabilité du rejet par le milieu naturel récepteur, soit dans l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2220 (article 36).

Constats :

Constats de la visite précédente :

=> le dossier de porter à connaissance finalisé est à déposer d'ici fin janvier 2023 : en préfecture et parallèlement auprès de l'inspection des installations classées (en versions papier et numérique) ;

=> l'exploitant mène en parallèle de l'instruction du dossier de porter à connaissance le démarchage pour l'obtention des autorisations de passage de la canalisation de rejet en Loire, sans attendre les résultats de l'instruction du dossier PAC ;

=> même si la stabilisation de la filière de traitement n'apparaît pas, à ce stade, comme prioritaire pour l'aboutissement du projet, l'inspection des installations classées tient à insister sur la nécessité de mener à bien la mise à niveau de la station de traitement, préférable au maintien sur un long terme du dispositif transitoire, vis-à-vis de la sécurisation de la maîtrise des rejets aqueux du site et de la performance de traitement de ces rejets.

Un complément de dossier a été transmis à l'inspection des installations classées le 16/01/2023 : une nouvelle demande de compléments a été émise le 07/04/2023 (réponse attendue sous 6 mois).

L'exploitant a transmis un courrier de compléments le 9 octobre 2023 : le dossier ainsi amendé reste très incomplet par rapport à ce qui était demandé : les éléments techniques afférents au projet ne sont pas fournis.

Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant indique notamment avoir engagé le bureau d'étude SCE environnement pour apporter les éléments techniques qui seront employés pour le passage de la canalisation de rejet en Loire au niveau du système d'endiguement de la Divatte. Une demande de financement auprès de l'agence de l'eau est en cours pour les études, en premier lieu géotechniques et topographiques, confiées à ce bureau d'études. Par ce même courriel, l'exploitant fournit le cheminement du tracé prévisionnel de la canalisation de rejets, évoqué avec la commune de Saint-Julien-de-Concelles lors d'une rencontre le 29 septembre 2023 en mairie. Le passage sera en terrain public très majoritairement via des chemins d'exploitation, ce qui conduit à l'absence de contrainte majeure vis-à-vis des autorisations de passage, d'après l'exploitant. Il souligne aussi la complexité du projet de part sa technicité et le nombre d'interlocuteurs concernés. Il précise que le groupe Terrena a débloqué des fonds sur ce projet et une enveloppe de financement est donc prévue concernant ce dossier.

En séance l'exploitant précise les échéances suivantes :

- Phasage de la mission du bureau d'études SCE Aménagement : Lancement des missions géotechniques et topographiques des investigations complémentaires : novembre 2023
- Réception des résultats des missions complémentaires : Février 2024
- Remise de l'avant-projet / projet : Rencontre SCE mars 2024
- Établissement du dossier de consultation des entreprises : avril 2024
- Remise des offres par les entreprises de travaux : mai 2024 / Rencontre avec les instances concernées avant été 2024
- Analyse des offres : juin / juillet 2024
- Négociation et choix des entreprises : septembre 2024
- Préparation des travaux : septembre / octobre 2024
- Réalisation des travaux : novembre à février 2025 (+ / - 4 mois)
- Réception des travaux : février 2025 (+ / - 3 mois)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- => sous 1 mois, le devis signé concernant les missions confiées au bureau d'études SCE Aménagement, notamment les missions géotechniques et topographique en cours ;
- => dans un délai de 3 mois, le dossier d'avant-projet / projet ;
- => au fil de l'eau, les documents justificatifs afférents à l'avancement du projet : devis signés pour les missions à venir, dossier de consultation des entreprises, ...

Il est rappelé à l'exploitant le délai fixé au 3 mars 2024 par l'arrêté complémentaire du 3 mars 2021 pour la mise en conformité des rejets d'eaux industrielles traitées du site vis-à-vis du milieu récepteur. À compter de cette date, l'inspection des installations classées sera susceptible de proposer une mise en demeure au préfet, si les justificatifs fournis par l'exploitant ne sont pas jugés satisfaisants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2009, article 1.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations autorisées avec une durée limitée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;- des interdictions ou limitations d'accès au site ;- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 à R.512-76 du code de l'environnement.
Constats : L'activité 1 ^{ère} gamme du site a été arrêtée le 30 octobre 2022, selon ce que déclare l'exploitant par courriel du 25/01/2024. Cela a eu pour conséquence l'arrêt de l'activité au sein des bâtiments "Val Nantais", en partie centrale du site. Ces locaux ont été visités par l'inspection des installations classées au cours de la visite. Les lignes de productions sont démantelées. Les réseaux et notamment le réseau électrique, celui de sprinklage et le groupe froid sont toujours en fonctionnement et maintenus, selon l'exploitant. Les moyens de lutte contre l'incendie restent fonctionnels et sont régulièrement vérifiés, selon l'exploitant. L'exploitant a fourni en séance un courrier du 22/08/2022 adressé à la préfecture avec A/R indiquant entre autres que depuis avril 2022 (incohérence de date avec ce qui est précédemment évoqué), l'activité 1 ^{ère} gamme est arrêtée. Aucun mémoire de cessation d'activité n'a été fourni à ce jour. L'exploitant précise en séance que la décision venant du groupe Terrena, de vendre la partie du site concernée par l'atelier 1 ^{ère} gamme a tardé. De plus, la séparation des réseaux est nécessaire pour pouvoir acter la vente ce qui implique un investissement lourd. Il précise qu'actuellement les locaux sont en vente. L'exploitant indique en séance qu'il va procéder à la régularisation de la cessation partielle d'activité, notamment en faisant appel à un bureau d'études pour attester de la mise en sécurité des bâtiments. Par ailleurs, une partie des locaux "désaffectés" est louée (bail précaire pour permettre la vente à tout moment, selon l'exploitant) à l'entreprise "Stock Log 44" : voir constat suivant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Sous 3 mois, l'exploitant régularise la cessation partielle d'activité sur le site, selon les dispositions réglementaires en vigueur (article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2009 et article R512-39-1 du code de l'environnement notamment). Les justificatifs afférents à cette procédure sont transmis à l'inspection des installations classées dans ce même délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N°4 : Modification d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porté à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Une partie des bâtiments de "Val nantais" concernée par la cessation partielle d'activité liée à l'arrêt de l'activité 1 ^{ère} gamme est louée à l'entreprise "Stock Log 44". Le site internet de cette dernière entreprise indique une activité de "Stockage frais et ambiant", "Réception - Entreposage - Préparation de commande - Expéditions - Conditionnement". L'inspection des installations classées s'est rendu dans les bâtiments concernés lors de la visite. Divers types de matériaux, équipements et marchandises étaient alors stockés : pompes à chaleur et autres équipements multiples, du vin, des caisses en bois, des fruits et légumes en chambre froide pour laquelle Terrena maintien son système de refroidissement à l'ammoniac en fonctionnement ainsi que des empilements de palettes, de palox et autres caisses en bois qui, par ailleurs pour certains, ne semblent pas être réglementaires au regard de leur hauteur (faible hauteur de vide laissée sous plafond) : cf planche photographique. À ce jour, selon le classement ICPE en vigueur pour le site, l'activité de stockage ne peut être réalisée que dans les locaux relevant de la rubrique 1511 (Entrepôts frigorifiques). Aucune activité au titre de la rubrique 1510 n'est à ce jour déclarée. L'exploitant TERRENA est responsable de l'activité exercée par l'entreprise "Stock Log 44" dans ses locaux. Si cette dernière ne respecte pas les prescriptions applicables au site, l'inspection des installations classées est susceptible de proposer un arrêté de mise en demeure à l'encontre de TERRENA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Sous 1 mois, l'exploitant porte à la connaissance du préfet les activités exercées en ses locaux par l'entreprise "Stock Log 44", le positionnement de ces activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (notamment au regard de la rubrique 1510), ainsi que les répercussions de ces activités sur la situation administrative globale du site. => Sous 1 mois, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées la situation administrative actualisée du site de Terrena à Saint-Julien-de-Concelles, cessations partielle d'activité et activités de l'entreprise "Stock Log 44" prises en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois